

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

29 août	— Décret portant création du cadre général des ports et rades des colonies et territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 656 Cab. du 24 novembre 1942).	696
15 septembre	— Loi relative au paiement des frais et honoraires des administrateurs séquestres des biens italiens mis sous séquestre. (Arrêté de promulgation n° 657 Cab. du 24 novembre 1942).	700
22 septembre	— Décret rendant applicables dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française les dispositions de la loi du 15 juillet 1942 interdisant certaines annonces de caractère antifamilial. (Arrêté de promulgation n° 658 Cab. du 24 novembre 1942).	700
15 octobre	— Loi relative à la détention et à l'utilisation de poste radioélectrique d'émission. (Arrêté de promulgation n° 659 Cab. du 24 novembre 1942).	701

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

10 novembre	— N° 816 Cab. — Décision habilitant le directeur du réseau à approuver les transactions de moins de 20.000 francs.	701
12 novembre	— N° 646 A. E. — Arrêté fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation et prescrivant la déclaration de stock de ces marchandises.	701
17 novembre	— N° 651 s. s. — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 606 s. s. du 29 octobre 1942 portant mesures sanitaires.	702

17 novembre	— N° 652 i. v. — Arrêté déclarant infectés de péripneumonie les locaux, enclos et pâturages de Bassari dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.	702
20 novembre	— N° 654 A. P. A. — Arrêté fixant à nouveau la composition de la commission spéciale des réquisitions civiles fixées par l'alinéa 2 de l'article premier de l'arrêté n° 2 du 6 janvier 1940.	702
21 novembre	— N° 655 Agro. — Arrêté fixant les modalités de vente des graines potagères.	703
23 novembre	— N° 830 T. P. — Décision fixant provisoirement le prix de vente à l'administration de l'alcool carburant produit par l'usine R. Eychemme.	703
Erratum à l'arrêté n° 473 F. du 1 ^{er} septembre 1942	fixant les prix de cession des objets de vannerie confectionnés par la main-d'œuvre pénale.	703
Personnel		703
Divers		703

ACTES DE LA COMMUNE-MIXTE DE LOMÉ

1942

22 octobre	— N° 4 — Arrêté municipal relatif au service public de l'enlèvement des vidanges.	710
------------	---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours du stage de l'école nationale de la France d'outre-mer.	710
Domaines	710

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Cadre général des ports et rades des colonies**

N^o 656 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 novembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 29 août 1942 portant création du cadre général des ports et rades des colonies et territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 18 mai 1930 portant réorganisation du personnel des ports et rades aux colonies;

Vu le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et les textes modificatifs subséquents;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :**TITRE PREMIER****DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — TRAITEMENTS**

ARTICLE PREMIER. — Le présent décret porte création du cadre général des ports et rades des colonies et territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies et fixe le statut du personnel de ce cadre. L'organisation locale et le fonctionnement des services des ports et rades ainsi que les services annexes y rattachés (pilotage, phares, sémaphores, vigies, feux, etc.) sont réglés par arrêtés locaux soumis à l'approbation préalable du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le personnel du cadre général des ports et rades des colonies est, ainsi que le personnel des services y rattachés, placé dans chaque colonie ou territoire relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, sous l'autorité du chef du service des travaux publics.

Il comprend des officiers de port et des maîtres de port.

ART. 3. — Les grades, classes et traitements ainsi que le classement au point de vue des passages et des déplacements des officiers de port des colonies sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADES	CLASSES	TRAITEMENTS	PÉREQUATION	CATÉGORIES
Capitaine de port	1 ^{re} classe	45.000	15 p. 100	1 ^{ère} B
	2 ^e classe	40.000	40 p. 100	2 ^e catég.
	3 ^e classe	36.000		2 ^e catég.
	4 ^e classe	32.000		2 ^e catég.
Lieutenant de port	1 ^{re} classe	29.000	45 p. 100	2 ^e catég.
	2 ^e classe	26.000		2 ^e catég.
	3 ^e classe	23.000		2 ^e catég.
	4 ^e classe	20.000		2 ^e catég.

Les officiers de port compris dans la 2^e catégorie voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots; cette mesure ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

ART. 4. — Les grades, classes et traitements, ainsi que le classement au point de vue des passages et des déplacements des maîtres de port des colonies sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADE	CLASSES	TRAITEMENTS	PÉREQUATION	CATÉGORIES
Maître de port.	1 ^{re} classe	28.000	15 p. 100	2 ^e catég.
	2 ^e classe	25.500		2 ^e catég.
	3 ^e classe	23.500		2 ^e catég.
	4 ^e classe	21.500	40 p. 100	2 ^e catég.
	5 ^e classe	19.500		2 ^e catég.
	6 ^e classe	17.500		2 ^e catég.
	7 ^e classe	15.500		2 ^e catég.

ART. 5. — Le nombre des emplois de chaque grade ainsi que leur répartition par territoire sont déterminés par des arrêtés du secrétaire d'Etat aux colonies après avis des hauts-commissaires, gouverneurs généraux et gouverneurs, chefs de territoires.

ART. 6. — En sus des traitements fixés ci-dessus, les officiers et maîtres de port reçoivent un supplément colonial dont la quotité et les conditions d'attribution sont fixées par le règlement général sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial. Ils reçoivent en outre des indemnités de permanences ainsi que des indemnités afférentes à des fonctions supplémentaires, s'il y a lieu, notamment celles de chef de pilotage, de représentant de l'inscription maritime, de sous-agent du service sanitaire. Ces indemnités sont cumulables entre elles dans les conditions fixées par le décret du 20 janvier 1935.

Ils peuvent recevoir, également, des honoraires lorsqu'ils sont désignés, avec l'autorisation du chef de service, pour effectuer des arbitrages, des expertises ou pour donner des avis en vue du règlement d'intérêts particuliers d'ordre nautique. Les honoraires sont fixés conformément aux tarifs en vigueur dans la colonie.

Toutes perceptions ou rémunérations autres que celles énumérées ci-dessus sont formellement interdites, notamment les allocations et rétributions des chambres de commerce, des administrations privées, des communes, etc.

Il est également interdit aux officiers et maîtres de port de prendre intérêt dans les entreprises et opérations qu'ils sont appelés à contrôler.

ART. 7. — L'uniforme des officiers et maîtres de port coloniaux est le même que celui des officiers et maîtres de port de la métropole.

Les officiers et maîtres de port doivent toujours être revêtus de l'uniforme réglementaire de petite tenue dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 8. — Les lieutenants et maîtres de port reçoivent, au moment de leur titularisation, une indemnité à titre de première mise d'habillement et d'équipement.

Le montant de cette indemnité est fixé par un arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 9. — Les officiers et maîtres de port sont tenus à la subordination envers l'officier et le maître de port du grade ou de la classe supérieure et, à classe égale, envers l'officier ou le maître de port le plus ancien.

TITRE II

RECRUTEMENT

ART. 10. — Tout candidat à un emploi du cadre général des ports et rades des colonies doit remplir les conditions générales suivantes :

1^o — Satisfaire aux conditions imposées par les règlements en vigueur pour l'accès aux fonctions publiques;

2^o — Jouir de ses droits civiques, compte tenu des lois portant statut des Juifs;

3^o — Satisfaire aux prescriptions des lois sur les sociétés secrètes;

4^o — Avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée ou aux obligations de la loi imposant un service national obligatoire;

5^o — Présenter des garanties de moralité et de bonne tenue et remplir les conditions d'aptitude physique au service colonial et à l'emploi postulé;

6^o — Etre âgé de quarante ans au plus.

ART. 11. — Les demandes des candidats, établies sur papier timbré, doivent être accompagnées des pièces suivantes :

a) Un extrait de l'acte de naissance sur papier timbré;

b) Un extrait du casier judiciaire;

c) Un certificat de bonnes vie et mœurs, délivré par le maire de la commune où réside le postulant;

d) Un état signalétique et des services militaires ou, si le candidat n'a pas servi sous les drapeaux, un certificat de situation militaire;

e) Un certificat de visite et contre-visite établi par les médecins militaires;

f) Copies certifiées conformes des diplômes exigés;

g) Déclaration sur l'honneur souscrite par le candidat et attestant qu'il possède la nationalité française à titre originaire et qu'il n'est pas Juif;

h) Déclaration sur l'honneur souscrite par le candidat attestant qu'il n'a jamais appartenu à l'une des organisations définies à l'article 1^{er} de la loi du 13 août 1940 portant l'interdiction des associations secrètes, ou qu'il a rompu toutes attaches avec elles; engagement d'honneur écrit de ne jamais adhérer à une telle organisation au cas où elle viendrait à se reconstituer.

Les pièces b, c, d et e doivent avoir moins de trois mois de date.

Officiers de port

ART. 12. — Les officiers de port sont recrutés :

1^o — Pour un cinquième des vacances parmi les maîtres de port de 1^{re} classe comptant deux ans d'ancienneté au moins dans cette classe et figurant sur un tableau dressé chaque année par une commission de classement. Les candidats recrutés à ce titre sont nommés lieutenants de port de 4^e classe;

2^o — Pour quatre cinquièmes des vacances soit directement sans concours parmi les candidats remplissant les conditions énoncées à l'article 13 ci-après, soit par voie de concours.

ART. 13. — Peuvent être nommés directement sans concours au grade de lieutenant de port de 4^e classe :

1^o — Les candidats ayant servi comme officiers de vaisseau dans la marine de l'Etat et justifiant de cinq ans au moins de service à la mer en cette qualité;

2^o — Les candidats titulaires du brevet de capitaine au long cours justifiant, depuis l'obtention de ce brevet, de cinq ans au moins de navigation effective sur des navires d'un minimum de 2.000 tonnes de jauge brute.

A titre exceptionnel, les candidats titulaires du brevet de capitaine au long cours qui ne réunissent pas cinq années de navigation, peuvent être nommés directement au grade de lieutenant de port de 4^e classe si, par ailleurs, ils ont navigué comme officiers de vaisseau ou maîtres principaux, en temps de guerre, pendant une durée au moins égale au temps qui leur manque pour pouvoir se présenter au titre de capitaine au long cours.

ART. 14. — L'admission par voie de concours dans le cadre des officiers de port est réservée aux maîtres de port comptant un minimum de cinq années de service en cette qualité et ayant servi précédemment comme officiers de vaisseau dans la marine de l'Etat, ou titulaires du brevet de capitaine au long cours. Les intéressés sont nommés au grade de lieutenant de port de 4^e classe.

Le nombre de candidats à admettre à ce titre est fixé, lorsqu'il y a lieu et suivant les besoins du recrutement, par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

Maîtres de port

ART. 15. — Les maîtres de port sont recrutés soit directement sans concours parmi les candidats remplissant les conditions énoncées à l'article 16 ci-après, soit par voie de concours.

ART. 16. — Peuvent être nommés directement sans concours au grade de maître de port de 6^e classe :

1^o — Les candidats ayant servi comme officiers de vaisseau dans la marine de l'Etat;

2^o — Les candidats titulaires du brevet de capitaine au long cours.

ART. 17. — L'admission par voie de concours dans le cadre des maîtres de port est réservée :

1^o — Aux candidats titulaires du brevet de capitaine de la marine marchande ou de capitaine au cabotage justifiant de cinq ans au moins de navigation effective depuis l'obtention de ce brevet.

A titre exceptionnel, les candidats de cette catégorie qui ne réunissent pas cinq années de navigation peuvent être recrutés en qualité de maître de port si, par ailleurs, ils ont navigué comme premiers maîtres ou maîtres en temps de guerre pendant une durée au moins égale au temps qui leur manque pour être recrutés au titre de capitaine de la marine marchande ou de capitaine au cabotage;

2^o — Aux candidats comptant cinq années de service comme pilote breveté et possédant ce brevet;

3^o — Aux candidats ayant servi, pendant cinq ans au moins à la mer comme officiers des équipages de la flotte, maîtres principaux ou premiers maîtres dans la marine de l'Etat dans l'une des spécialités suivantes : pilotage, manœuvre, timonerie, direction des ports.

Les candidats des trois catégories précitées sont nommés au grade de maître de port de 7^e classe.

Le nombre des candidats à admettre à ce titre est fixé, lorsqu'il y a lieu et suivant les besoins du recrutement, par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

Modalités des concours

ART. 18. — Des arrêtés du secrétaire d'Etat aux colonies déterminent les détails du programme, la nature, le règlement et les modalités des concours prévus aux articles 14 et 17 ci-dessus.

TITRE III

NOMINATION. — STAGE

ART. 19. — Les officiers et maîtres de port sont nommés par arrêtés du secrétaire d'Etat aux colonies.

Les maîtres de port nommés ou promus lieutenants de port et ayant une solde supérieure à celle de lieutenant de port de 4^e classe, conservent, à titre personnel le bénéfice de leur solde jusqu'à ce qu'ils aient atteint, par avancement de classe dans le grade de lieutenant, une solde supérieure.

ART. 20. — Les lieutenants de port et les maîtres de port nouvellement agréés dans le cadre général sont astreints à effectuer dans la classe à laquelle ils sont nommés un stage d'une durée d'un an.

A l'expiration de ce stage ils peuvent, sur la proposition du chef de territoire et après avis du chef du service des travaux publics, être titularisés, licenciés ou soumis à une nouvelle année de stage, à l'issue de laquelle ils sont définitivement titularisés ou licenciés.

Ils peuvent également être licenciés à n'importe quel moment du stage pour insuffisance professionnelle, faute grave ou incapacité physique.

ART. 21. — La nomination définitive ou le licenciement des lieutenants et maîtres de port est prononcée par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies, après avis d'une commission locale nommée par le chef de territoire, comprenant obligatoirement le chef du service des travaux publics et un officier de port des colonies.

Dans le cas de titularisation, l'année de stage entre en compte dans le calcul du temps d'ancienneté donnant droit à retraite et donnant accès à la classe immédiatement supérieure.

Les stagiaires qui ne sont pas titularisés à l'expiration de leur stage sont immédiatement licenciés. Les intéressés ont droit à l'indemnité de licenciement prévue par les règlements sur la solde.

TITRE IV

AVANCEMENT

ART. 22. — Les avancements en grades et classes ont lieu exclusivement au choix.

Ne peuvent être l'objet d'un avancement que les officiers ou maîtres de port qui figurent sur un tableau d'avancement dressé chaque année par une commission constituée comme suit :

Président :

L'inspecteur général des travaux publics des colonies.

Membres :

Un inspecteur des colonies délégué par le directeur du contrôle;

Un délégué du directeur du personnel du grade de sous-directeur ou, à défaut, de chef de bureau;

Un ingénieur principal du cadre général des travaux publics;

Deux officiers du cadre général des ports et rades des colonies choisis parmi les plus élevés en grade de ceux qui sont présents en France ou, à défaut, deux ingénieurs des travaux publics des colonies;

Un ingénieur du cadre général des travaux publics ou un rédacteur de l'administration centrale remplit les fonctions de secrétaire.

Les fonctionnaires du cadre général des ports et rades des colonies ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidats d'une classe ou d'un grade égal ou supérieur à leur classe ou à leur grade.

ART. 23. — La commission prépare, chaque année, dans le courant du mois de décembre, le tableau après examen des titres et mérites de tous les officiers et maîtres de port qui réuniront au 1^{er} janvier de l'année suivante les conditions requises pour être promus.

Les titres et mérites sont appréciés notamment d'après les notes annuelles obtenues et les propositions établies, selon le cas, soit par les chefs de territoire, soit, pour les agents détachés, par l'autorité compétente. Ces notes et propositions doivent être communiquées à la commission.

La liste alphabétique des officiers et maîtres de port jugés aptes au grade ou à la classe supérieure est adressée par la commission au secrétaire d'Etat aux colonies avec un rapport comportant en annexe un classement des intéressés par ordre de mérite et indiquant, le cas échéant, les titres particuliers de certains d'entre eux.

Le tableau d'avancement est arrêté par le secrétaire d'Etat aux colonies et porté à la connaissance du personnel.

Tout officier ou maître de port qui bénéficie d'un avancement hiérarchique est tenu d'accepter l'emploi qui lui est assigné dans son nouveau grade. Tout refus peut entraîner l'annulation de l'avancement et la radiation du tableau.

ART. 24. — Pour être inscrits au tableau d'avancement les officiers et maîtres de port doivent compter au 1^{er} janvier de l'année considérée deux années d'ancienneté au moins dans la classe immédiatement inférieure.

Toutefois, l'accès à la 1^{re} classe du grade de capitaine de port est exclusivement réservé aux capitaines de port de 2^e classe comptant quatre ans d'ancienneté au moins dans cette classe.

En outre, les intéressés doivent justifier d'une durée de services effectifs dans une colonie, depuis leur dernier avancement, au moins égale à la moitié du temps de séjour exigé dans la même colonie pour l'obtention d'un congé administratif, sans toutefois que cette durée soit supérieure à deux années.

ART. 25. — Le temps passé en service détaché en France, dans les services relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, par les officiers et maîtres de port, entre en compte au point de vue de l'avancement comme le temps passé dans une colonie dans laquelle deux ans de séjour sont exigés pour l'inscription au tableau.

La durée du détachement est limitée à trois années consécutives et n'est susceptible d'aucun renouvellement. Les officiers et maîtres de port détachés ne peuvent, d'autre part, bénéficier des dispositions du présent article qu'en vue d'un seul avancement.

TITRE V

DISCIPLINE

ART. 26. — Les sanctions disciplinaires applicables au personnel du cadre général des ports et rades des colonies comprennent une sanction du premier degré et des sanctions du second degré.

ART. 27. — La sanction du premier degré est le blâme. Il est prononcé par le chef du territoire sur proposition motivée du chef du service des travaux publics, après que l'agent en cause a été mis en demeure de présenter ses observations sur les griefs relevés contre lui.

ART. 28. — Les sanctions du second degré sont :

- 1^o — Le déplacement d'office;
- 2^o — La radiation du tableau d'avancement;
- 3^o — L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée pouvant aller jusqu'à six mois;
- 4^o — La rétrogradation;
- 5^o — La mise à la retraite d'office;
- 6^o — La révocation pure et simple;
- 7^o — La révocation avec déchéance du droit à pension.

Ces sanctions sont prononcées par le secrétaire d'Etat aux colonies sur rapport du chef du territoire (ou, si l'agent en cause est en service en dehors d'une colonie, sur rapport de son chef de service) et après avis d'un conseil de discipline.

Aucune sanction du second degré ne peut être prononcée sans que l'officier ou maître de port en cause ait été mis en mesure de prendre communication, personnellement et confidentiellement, de toutes les notes, feuilles signalétiques et de tous autres documents composant le dossier.

L'officier ou maître de port rétrogradé en grade ou en classe prend rang dans son nouveau grade ou sa nouvelle classe du jour de la décision et ne peut obtenir un avancement qu'après avoir effectué de nouveau, dans ce grade, ou cette classe, le temps minimum exigé pour être élevé à la classe ou au grade supérieur, sans qu'il puisse être tenu compte du temps passé antérieurement dans ces classe ou grade.

ART. 29. — Le conseil de discipline, dont la consultation est prévue à l'article 28 précité, est composé comme suit, sur la désignation du chef de territoire.

Président :

Le secrétaire général de la colonie ou, à défaut, l'un des chefs d'administration ou de service désigné par le chef de territoire.

Membres :

Un ingénieur principal ou un ingénieur du cadre général des travaux publics des colonies.

Deux officiers ou deux maîtres de port du même grade que celui de l'officier ou de l'agent déféré au conseil, ou, à défaut, d'un grade supérieur, choisis si possible parmi les fonctionnaires inscrits au tableau d'avancement. Dans le cas où la désignation de ces fonctionnaires ne serait pas possible, il pourra être fait appel à des fonctionnaires du cadre général des

travaux publics des colonies ou, à défaut, à des fonctionnaires des autres cadres généraux ayant une solde de présence au moins égale à celle de l'intéressé.

ART. 30. — Si les faits incriminés se sont passés hors de la colonie dans laquelle le fonctionnaire inculqué est en service, le secrétaire d'Etat fixe le lieu de réunion du conseil, en détermine la composition et en désigne les membres. Il en est de même si l'agent inculqué se trouve en France.

Toutefois, si les faits incriminés se sont passés dans la colonie où le fonctionnaire en cause était affecté, le secrétaire d'Etat peut, s'il le juge nécessaire, prononcer le renvoi de l'agent intéressé devant le conseil de discipline siégeant dans cette colonie.

ART. 31. — Le conseil de discipline émet un avis motivé sur le rapport du chef de service, après avoir pris connaissance, s'il en a produit, des observations écrites présentées par l'intéressé. Ce dernier doit être dûment invité à comparaître. Il a le droit de se faire assister par toute personne de son choix sous réserve que ladite personne soit agréée par le président.

Le conseil entend, s'il le juge utile, le chef de service. Il délibère en dehors de la présence de l'intéressé et du chef de service.

Le secrétaire d'Etat aux colonies n'est pas tenu de suivre l'avis émis par le conseil de discipline. Toutefois sa décision, lorsqu'elle applique une sanction plus grave que celle qui est proposée par le conseil, doit être motivée.

Lorsque l'intérêt du service l'exige, l'officier ou le maître de port peut, avant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues, être suspendu par le chef de territoire, qui rend compte immédiatement au secrétariat d'Etat.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 32. — La limite d'âge pour les officiers et maîtres de port du cadre général des ports et rades des colonies est fixée à cinquante-cinq ans. Ils sont soumis au point de vue de la retraite au régime de la loi du 14 avril 1924.

ART. 33. — Les officiers ou maîtres de port qui quittent leur service après quinze ans de service au minimum peuvent obtenir, par décision du secrétaire d'Etat, l'honorariat de leur grade ou du grade supérieur s'ils remplissent les conditions prévues par le décret du 18 juin 1941.

TITRE VII

MESURES TRANSITOIRES

ART. 34. — Les officiers de port coloniaux actuellement en fonctions, pourront être classés, sur avis de la commission de classement, aux grades et classes correspondants de la hiérarchie prévue par le présent décret, compte tenu du grade actuel des intéressés, de leurs services antérieurs, de leur valeur professionnelle et de leurs titres.

Les officiers de port qui n'accepteraient pas le classement offert conserveront le bénéfice de leur statut actuel.

ART. 35. — A titre transitoire et pendant une période de deux années à compter de la date du présent décret, les officiers et maîtres de port du cadre local de l'Indochine, ainsi que les officiers et maîtres de port contractuels en service à la date du présent décret pourront être intégrés dans le cadre général des ports et rades des colonies, sous réserve qu'ils remplissent les conditions générales prévues à l'article 10 et l'une des conditions spéciales prévues à l'article 13 pour être nommés officiers de port ou aux articles 16 et 17 pour être nommés maîtres de port.

Ils seront classés suivant les conditions prévues à l'article précédent.

Les officiers et maîtres de port du cadre local de l'Indochine qui n'accepteraient pas le classement offert conserveront le bénéfice de leur statut actuel.

ART. 36. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret. A partir de la date de sa publication, il ne sera plus recruté d'officiers et de maîtres de port dans les cadres existant actuellement dans les territoires d'outre-mer, notamment dans le cadre organisé par décret du 18 mai 1930 et dans le cadre local de l'Indochine.

Tous ces cadres disparaîtront par voie d'extinction.

ART. 37. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 29 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIÉ.

Biens séquestrés

N° 657 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 novembre 1942. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 15 septembre 1942 relative au paiement des frais et honoraires des administrateurs séquestres des biens italiens mis sous séquestre.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les mesures de séquestre prononcées à l'encontre des biens italiens, en application du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis, étant levées de plein droit par le décret du 28 juillet 1940, les droits effectivement versés au trésor par les administrateurs séquestres seront remboursés à ces derniers sur leur demande; les droits admis au débet demeureront à la charge de l'Etat.

ART. 2. — Nonobstant les décisions de justice intervenues, les administrateurs séquestres seront

exclusivement rémunérés par des honoraires de vacation; ils auront droit, en outre, au remboursement de leurs débours et dépenses, compte tenu des remboursements à eux effectués en vertu de l'article 1^{er}.

Les frais et honoraires des administrateurs séquestres sont à la charge du trésor et seront payés au titre des frais de justice.

Toutefois, lorsque la gestion d'entreprises demeurées sans direction par suite du départ volontaire de leurs gérants aura été reconnue profitable, les frais et honoraires des administrateurs séquestres pourront être prélevés sur l'actif du patrimoine.

ART. 3. — Le présent décret, applicable à l'Algérie, aux colonies, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat français sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le chef du gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat aux affaires
étrangères et à l'intérieur,*

Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
Pierre CATHALA.

Le secrétaire d'Etat à la guerre,
Général BRIDoux.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIÉ.

Annonces de caractère antifamilial

N° 658 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 novembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 22 septembre 1942 rendant applicable dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française la loi du 15 juillet 1942 interdisant certaines annonces de caractère antifamilial.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi n° 678 du 15 juillet 1942 interdisant certaines annonces de caractère antifamilial;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables dans tous les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française, les dispositions de la loi du 15 juillet 1942 interdisant certaines annonces de caractère antifamilial.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de l'Etat français et des territoires intéressés.

Fait à Vichy, le 22 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIÉ.

LOI du 15 juillet 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La publication de toute offre ou demande d'emploi ou de logement assortie d'une indication relative à l'absence d'enfant est interdite.

Les infractions à cette disposition seront déférées au tribunal correctionnel et punies d'une amende de 500 à 5.000 francs.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 juillet 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le chef du gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

Le vice-amiral,
secrétaire d'Etat auprès du chef du gouvernement,
délégué à la famille,
Amiral PLATON.

Poste radioélectrique d'émission

N° 659 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 novembre 1942. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 15 octobre 1942 relative à la détention et à l'utilisation de poste radioélectrique d'émission.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies tout individu qui, sans autorisation régulière, détiendra ou utilisera un

poste radioélectrique d'émission ou tout matériel susceptible d'en constituer un, sera déféré aux sections spéciales instituées par la loi du 31 octobre 1941 ou à la cour criminelle spéciale dans les territoires où ces sections n'existent pas. Il sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité. Si l'infraction est perpétrée dans un dessein soit de trahison ou d'espionnage soit de subversion sociale ou nationale la peine de mort sera prononcée.

ART. 2. — Les règles spéciales de procédure prévues par la loi du 31 octobre 1941 seront applicables. Le tribunal ordonnera en outre la confiscation du poste ou du matériel d'émission radioélectrique.

ART. 3. — Les dispositions dans la présente loi ne sont pas applicables, dans la mesure où ils exercent leur industrie ou leur commerce, aux fabricants ou aux vendeurs régulièrement autorisés ni aux personnes qui, dans le délai et les conditions fixés par le gouverneur général ou dans les colonies autonomes par le gouverneur, auront régulièrement déclaré le poste ou le matériel d'émission radioélectrique qu'elles détenaient.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 octobre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIÉ.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Transactions

N° 816 Cab. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du :

10 novembre 1942. — Le directeur du réseau des chemins de fer du Togo est habilité à approuver les transactions s'élevant à moins de 20.000 francs.

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 646 A. E. du 12 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix et stocks dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les stocks de marchandises, produits et denrées énumérés ci-après détenus par les commerçants sont bloqués pour compter de la parution du présent arrêté.

La vente ne pourra en être effectuée que suivant la réglementation ci-dessous :

A. — *Farine de froment*. — Arrêté n° 471 A. E. du 29 août 1942.

Sans changement.

B. — *Vins*. — L'article 2 de l'arrêté n° 461 A. E. du 24 août 1942 est modifié comme suit :

Hommes à partir de 18 ans, 75 centilitres par jour.

Femmes à partir de 18 ans, 33 cl., 33 par jour

Enfant et jeunes gens de 7 à 18 ans, 20 centilitres par jour.

C. — *Sucre*. — Arrêté n° 519 du 1^{er} octobre 1942. Sans changement.

D. — *Lait en conserve*. — Arrêté n° 155 du 11 mars 1942.

Sans changement.

E. — *Sel*. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 613 A. E. du 31 octobre 1942 est modifié comme suit :

Déblocage mensuel du sel 25 tonnes.

F. — *Huile d'arachides de bouche*. — Arrêté n° 285 du 22 mai 1942.

Sans changement.

G. — *Quinine*. — Arrêté n° 279 du 30 mai 1939. Sans changement.

H. — *Allumettes*. — L'arrêté n° 12 du 8 janvier 1942 est modifié comme suit :

Déblocage mensuel des allumettes : 100.000 boîtes.

I. — *Conserve de viandes en boîtes, conserve de poissons en boîtes, cigarettes, tabacs*.

La quantité pouvant être mise en vente mensuellement ne pourra dépasser le 1/6^e des stocks actuels.

J. — *Boissons alcooliques*.

La quantité pouvant être mise en vente mensuellement ne pourra dépasser le 1/12^e des stocks actuels.

ART. 2. — La vente des denrées ci-dessus désignées sera réservée du 1^{er} au 8 de chaque mois aux seuls détenteurs de cartes d'alimentation.

Pour les denrées ne faisant pas l'objet d'une réglementation spéciale, la vente se fera conformément aux dispositions de l'arrêté n° 577 C. P. du 15 octobre 1942, sauf en ce qui concerne les cigarettes et les tabacs pour lesquels la ration mensuelle par homme est fixée à 2 cartouches de cigarettes ou 1 cartouche de tabac.

Lorsque les contingents ci-dessus fixés ne seront pas atteints au 9 du mois, la quantité disponible pourra être vendue librement.

ART. 3. — Dès la publication du présent arrêté les stocks de ces diverses denrées devront obligatoirement être déclarés par leurs détenteurs. Ces déclarations seront adressées au chef du service du contrôle des prix et stocks.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 12 novembre 1942.

P. SALICETI.

Santé publique

N° 651 s. s. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

17 novembre 1942. — Aucun nouveau cas de maladie 10 n'ayant été observé à Sokodé depuis le 29 octobre 1942, l'arrêté n° 606 s. s. du 29 octobre 1942 est abrogé.

Le chef du service de santé et les commandants des cercles de Sokodé et d'Atakpamé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Péripleumonie

N° 652 i. v. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 17 novembre 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés infectés de péripleumonie les locaux, enclos et pâturages de Bassari dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

ART. 2. — Les animaux suspects ou contaminés ne devront quitter la zone déclarée infectée pendant une période de quarante jours.

ART. 3. — Le chef de la subdivision de Bassari et le chef du secteur vétérinaire du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Réquisitions civiles

ARRETE N° 654 A. P. A. du 20 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 6 décembre 1938 rendant applicable aux colonies la loi du 3 juillet 1877 et les lois subséquentes relatives aux réquisitions militaires;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies;

Vu l'arrêté n° 2 du 6 janvier 1940 nommant les membres de la commission spéciale des réquisitions civiles et déterminant l'étendue des attributions de cette commission;

Vu l'arrêté n° 255 du 7 mai 1942 modifiant la composition de la commission spéciale des réquisitions civiles fixée par l'alinéa 2 de l'article premier de l'arrêté n° 2 du 6 janvier 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission fixée par l'alinéa 2 de l'article premier de l'arrêté n° 2 du 6 janvier 1940 est modifiée comme suit :

M. de Saint-Alary, inspecteur des affaires administratives *Président*

M.M. Moal, administrateur des colonies,
 Sanson, administrateur des colonies,
 Bastard, agent fondé de pouvoirs de
 la Compagnie F. A. O., représen-
 tant le commerce, *Membres*
 Zèle, agent fondé de pouvoirs de
 la Maison R. Eychenne, représen-
 tant l'industrie,
 de Souza Augustino, représentant
 l'agriculture.

ART. 2. — L'arrêté n° 255 du 7 mai 1942 est et demeure abrogé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1942.

P. SALICETI.

Graines potagères

ARRETE N° 655 Agro. du 21 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
 CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
 COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./C.5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu le T. O. n° 412 s. E. c/4 du 18 novembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Les stocks de graines potagères détenus par les commerçants en gros, demi-gros et détail sont bloqués pour compter de la parution du présent arrêté.

ART. 2. — Ces stocks devront être déclarés sans délai au chef du service du contrôle des prix et stocks.

ART. 3. — La vente ne pourra s'effectuer que contre remise d'un bon du service de l'agriculture ou du chef de circonscription administrative.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 21 novembre 1942.

P. SALICETI.

Alcool

N° 830 T. P. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du :

23 novembre 1942. — Le prix de vente à l'administration, sociétés indigènes de prévoyance comprises, de l'alcool carburant dénaturé livré nu—usine en exécution de la convention par l'usine R. Eychenne est provisoirement fixé à 7 francs (sept francs) le litre exempt de toutes taxes.

Ce prix sera révisé à l'achèvement des installations avec effet retroactif pour les quantités antérieurement livrées.

Main-d'œuvre pénale

ERRATUM à l'arrêté n° 473 F. du 1^{er} septembre 1942 fixant les prix de cession des objets de vannerie confectionnés par la main-d'œuvre pénale.

Au lieu de :

Cercle de Sokodé :

Semelle de corde : paire 25 francs

Lire :

Cercle de Sokodé :

Semelle de corde :

— Grand modèle : paire 20 francs

— Moyen modèle : paire 18 francs

— Petit modèle : paire 16 francs

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Titularisation

Par arrêté n° 645 F./Pel. du :

11 novembre 1942. — Est titularisé dans le grade d'inspecteur de police adjoint de 3^e classe, pour compter du 7 octobre 1942, M. Pauc Pierre, inspecteur de police stagiaire.

DIVERS

Rôles

Par arrêté n° 650 F. du :

15 novembre 1942. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires, exercice 1942, dont le détail suit, s'élevant à la somme de TROIS CENT VINGT NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT NEUF FRANCS VINGT CENTIMES :

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
202	Trésor	Impôt personnel (taxe fixe) 7.250,— Rachat des prestations 920,— Centimes additionnels 362,50	8.532,50	8.532,50
203	Lomé-Ville	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 5.300,— Rachat des prestations 1.120,— Centimes additionnels 265,—	6.685,—	
204	—	Patentes: principal 16.860,— Centimes additionnels 843,—	17.703,—	
205	—	Licences 2.200,— Centimes additionnels 110,—	2.310,—	
206	—	Taxe sur armes non perfectionnées: principal 120,— Centimes additionnels 6,—	126,—	
207	—	Taxe sur bicyclettes: principal 7.215,— Centimes additionnels 336,70	7.551,70	
208	—	Taxe sur les chiens: principal 500,— Centimes additionnels 25,—	525,—	34.900,70
209	Lomé-Subdivision	Impôt personnel (taxe fixe) 500,— Rachat des prestations 80,—	580,—	
210	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 830,— Rachat des prestations 150,—	980,—	
211	—	Impôt personnel sur indigène catégorie ordinaire	4.176,—	
212	—	Patentes	2.730,—	
213	—	Licences	200,—	
214	—	Taxe sur armes non perfectionnées	1.904,—	
215	—	Taxe sur les bicyclettes	1.740,—	12.310,—
216	Palimé	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	5.040,—	
217	—	Rachat des prestations indigènes	556,—	
218	—	Patentes	29.280,—	
219	—	Taxe sur armes non perfectionnées	11.536,—	
220	—	Taxe sur les bicyclettes	1.260,—	47.672,—
221	Atakpamé	Impôt personnel (taxe fixe) 5.000,— Rachat des prestations 760,—	5.760,—	
222	—	Impôt personnel (taxe fixe) 7.000,— Rachat des prestations 1.120,—	8.120,—	
223	—	Rachat des prestations en nature	4.683,—	
224	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 7.520,— Rachat des prestations 1.820,—	9.340,—	
225	—	Rachat des prestations indigènes	2.520,—	
226	—	Impôt sur la population flottante	3.150,—	
227	—	Impôt sur la population flottante	2.100,—	
228	—	Patentes	109.745,—	
229	—	Patentes	27.025,—	
230	—	Licences	1.200,—	
231	—	Taxe sur armes de traite	1.664,—	
232	—	Taxe sur armes de traite	5.902,—	
233	—	Taxe sur les bicyclettes	2.625,—	
234	—	Taxe sur les bicyclettes	3.915,—	
235	—	Taxe sur les chiens	520,—	188.269,—
236	Lama-Kara	Impôt sur indigènes catégorie ordinaire 21,— Rachat des prestations indigènes 10,—	31,—	
237	—	Impôt sur la population flottante	4.530,—	
238	—	Patentes	3.995,—	
239	—	Taxe sur les bicyclettes	510,—	9.065,—
240	Bassari	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	4.140,—	
241	—	Impôt flottant	4.050,—	
242	—	Patentes	75,—	
243	—	Taxe sur armes de traite	40,—	
243(bis)	—	Taxe sur les bicyclettes	765,—	9.070,—
à reporter				309.820,20

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>Report</i>		309.820,20
244	Mango	Impôt personnel sur indigène catég. sup. 110,—		
		Rachat des prestations 20,—	130,—	
245	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	1.569,—	
246	—	Impôt flottant	14.130,—	
247	—	Rachat des prestations en nature	3.250,—	
248	—	Patentes	470,—	
249	—	Taxe sur armes perfectionnées	20,—	
250	—	Taxe sur les bicyclettes	540,—	
251	—	Taxe sur les chiens	60,—	
		TOTAL		20.169,—
				329.989,20

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 17 novembre 1942.

Surveillance des prix

Séance du 9 Novembre 1942.

Cie. F. A. O.

	Frs
Farine Lactée — La boîte	19,—
Thon à l'huile — La boîte	38,50
Cadenas UT — La pièce	14,25
Cadenas CA brun — La pièce	13,—
Charnières fer longues 40/20 — La pièce	1,25
Charnières fer longues 50/25 — La pièce	1,50
Charnières fer longues 60/30 — La pièce	1,75
Charnières fer longues 70/35 — La pièce	2,—
Truelles façon Bayonne 20 — La pièce	43,55
Truelles façon Bayonne 18 — La pièce	39,80
Tournevis Dollar 100/6 — La pièce	7,20
Tournevis Dollar 200/7 — La pièce	9,50
Tournevis électriciens 65×3 — La pièce	2,40
Tournevis américains Standard 200/7 — La pièce	7,70
Equerres de menuisiers 25 cm. — La pièce	19,90
Tapettes à souris embouties — La pièce	5,15
Niveaux d'eau 60 cm. — La pièce	54,55
Paumettes espagnoles 80 m/m ½ — La pièce	3,50
Limes plates-pointues bat. 200 m/m — La pièce	10,80
Limes plates-pointues bat. 250 m/m — La pièce	15,50
Limes plates-pointues ½ douces 350 m/m — La pièce	32,80
Limes mi-rondes bat. 200 m/m — La pièce	13,—
Limes mi-rondes bat. 225 m/m — La pièce	15,50
Limes mi-rondes bat. 250 m/m — La pièce	18,25
Limes mi-rondes bat. 400 m/m — La pièce	43,75
Limes mi-rondes ½ douces 300 m/m — La pièce	28,40
Limes mi-rondes ½ douces 400 m/m — La pièce	50,55
Limes triangulaires 250 m/m bat. — La pièce	18,20
Limes triangulaires 350 m/m bat. — La pièce	32,80
Limes triangulaires ½ douces 350 m/m — La pièce	38,—
Limes triangulaires batardes 125 m/m — La pièce	7,40
Limes rondes batardes 150 m/m — La pièce	7,50
Limes rondes batardes 300 m/m — La pièce	21,05
Marteaux menuisiers s/manches 18 m/m — La pièce	15,15
Marteaux rivoirs s/manches 20/24 m/m — La pièce	14,95
Marteaux rivoirs s/manches 26 m/m — La pièce	15,80
Marteaux rivoirs s/manches 28 m/m — La pièce	16,85
Marteaux rivoirs s/manches 30 m/m — La pièce	18,40
Crochets d'armoire 265 en 50 — La pièce	0,40
Crochets d'armoire 265 en 60 — La pièce	0,50
Crochets d'armoire 265 en 70 — La pièce	0,60

	Frs.
Crochets d'armoire 265 en 100 — La pièce	1,—
Débouchoirs fonte 525 — La pièce	0,60
Débouchoirs fonte 526 — La pièce	1,25
Poulies à vis ordinaires 684 en 70 — La pièce	7,25
Poulies à vis ordinaires 684 en 75 — La pièce	8,25
Poulies à vis ordinaires 684 en 80 — La pièce	9,35
Poulies à vis ordinaires 684 en 90 — La pièce	11,55
Poulies à vis ordinaires 684 en 100 — La pièce	14,30
Poulies à crochets 685 en 90 — La pièce	13,20
Poulies à crochets 685 en 120 — La pièce	20,90
Marteaux vernis 390 en 18 — La pièce	6,25
Poignées ordinaires 298 en 14 — La pièce	2,85
Poignées ordinaires 298 en 16 — La pièce	3,05
Poignées ordinaires 298 en 19 — La pièce	3,50
Arrêts persiennes 17 en 45 — La pièce	2,75
Verrous vernis 241 en 10 — La pièce	6,90
Verrous à pistolet en 18-245 — La pièce	19,25
Verrous à pistolet en 18-245 — La pièce	23,35
Fer à braises 447 en 21 GT — La pièce	87,90
Fer à braises 446 en 19 PF — La pièce	104,40
Fer à braises 449 en 18 GT — La pièce	82,40
Poulies de puits 662 A en 7 — La pièce	9,10
Poulies de puits 662 A en 8 — La pièce	9,90
Poulies de puits 662 A en 10 — La pièce	11,30
Presse citron PNP 2 nuances — La pièce	31,65
Presse citron PM 2 nuances — La pièce	28,70
Presse citron GM 2 nuances — La pièce	30,65
Presse citron PAP — La pièce	19,25
Presses viande émaillées — La pièce	32,45
Presses étamées — La pièce	32,45
Presses ébenistes 762 en 40 — La pièce	17,85
Presses ébenistes 762 en 50 — La pièce	20,60
Presses ébenistes 762 en 70 — La pièce	22,—
Presses ébenistes vernies 762 en 100 — La pièce	28,85
Presses ébenistes vernies 762 en 110 — La pièce	29,70
Presses ébenistes vernies 762 en 120 — La pièce	30,25
Presses ébenistes vernies 762 en 130 — La pièce	33,—
Porte-chapeaux 313 n° 2 bronzé — La pièce	3,35
Porte-chapeaux 317 n° 11 bronzé — La pièce	3,35
Porte-chapeaux 330 n° 80 ter — La pièce	22,—
Porte-chapeaux 329 n° 80 bis — La pièce	19,25
Porte-chapeaux 324 n° 80 — La pièce	7,15
Raidisseurs bruts n° 3 — La pièce	3,40
Serfouettes 521 — La pièce	6,05
Plombs 759 en 7 — La pièce	16,50
Timbres roulement — La pièce	22,80
Axes assortis — La pièce	5,70

	Frs.
Cônes — La pièce	6,30
Valves — La pièce	7,15
Sacoches de selle avec courroie — La pièce	22,80
Sacoches de selle avec courroie PB — La pièce	16,65
Tournevis Dural GM — La pièce	6,60
Tiges de selle — La pièce	10,—
Poignées bois — La pièce	12,85
Cale-pieds — La pièce	30,40
Emplacements valves — La pièce	2,50
Boulons 4/20 — La pièce	1,15
Clavettes — La pièce	1,40
Barillettes — La pièce	2,—
Serre-câbles — La pièce	1,15
Embouts — La pièce	0,10
Serre-tringles — La pièce	2,—
Billes 6/35 — La boîte de 15 grammes	30,10
Produits entretien LAVIVELO — Le paquet	7,20
Torches complètes — La pièce	40,85
Piles — La pièce	6,70
Moyeux avant supérieur — La pièce	65,20
Dérailleurs SIROCC — La pièce	97,70
Charnières tôles longues ordinaires — La pièce	0,70
Cremones indép. n° 8 — La pièce	13,35
Pentures droites roulées 20 — La pièce	6,50
Pentures droites roulées 35 — La pièce	6,85
Pentures à T. anglaise 15 cm — La pièce	5,10
Pentures à T. anglaise 20 cm — La pièce	5,40
Pentures à charnières à T 25 cm — La pièce	9,25
Pentures à charnières à T 30 cm — La pièce	9,80
Pentures à charnière à T 35 cm — La pièce	11,70
Targettes de sûreté 50 cm — La pièce	5,80
Targettes de sûreté 55 cm — La pièce	7,20
Targettes de sûreté 60 cm — La pièce	8,05
Verrons de box 10 cm — La pièce	7,—
Verrons de box 12 cm — La pièce	7,85
Verrons de box 14 cm — La pièce	9,60
Verrons de box 16 cm — La pièce	12,75
Verrons de box 18 cm — La pièce	16,80
Verrons de box 20 cm — La pièce	21,30
Magnésie — La boîte	3,75
Lanterne tempête FEUERH. n° 75 — La pièce	34,—
Lanterne tempête FEUERH. n° 175 — La pièce	35,50
Lanterne tempête FEUERH. n° 275 — La pièce	44,50
Poulies de puits légères à crochets 20 cm — La pièce	43,50
Limes plates pointues batardes 250 m/m — La pièce	12,—
Limes plates pointues bat. à main 250 m/m — La pièce	14,25
Limes plates pointues bat. à main 250 m/m — La pièce	16,75
Limes carrées batardes 250 m/m — La pièce	12,—
Limes rondes batardes 250 m/m — La pièce	12,—
Limes rondes batardes 3/4 taille 125 m/m — La pièce	6,50
Alun de potasse en poudre — Le paquet	1,50
Nitrate de potasse — Le paquet	12,—
Eau de Cologne n° 723 — 80° — Le flacon	73,40
Eau de Cologne n° 724 — 80° — Le flacon	48,15
Eau de Cologne n° 2743 — 80° — Le flacon	59,10
Eau de Cologne n° 724 — 80° — Le flacon	46,25
Eau de Cologne n° 2744 — 80° — Le flacon	37,45
Eau de Cologne n° 632 — 72° — Le flacon	8,55
Lotion individuelle ASS 632 — 72° — Le flacon	10,50
Lotion verte 632 — 72° — Le flacon	10,50
Eau de Cologne Lavande 631 — 72° — Le flacon	8,75
Eau de Cologne CR Coty n° 2903 — Le flacon	105,70
Eau de Cologne CR Coty n° 2904 — Le flacon	66,05
Eau de Cologne n° 550 6C/s — Le flacon	64,—
Eau de Cologne Habanita n° 802 — Le flacon	79,55
Eau de Cologne Habanita n° 803 — Le flacon	51,30
Jumelles prismatiques n° 105301 — La pièce	1.089,60
Jumelles prismatiques n° 105307 — La pièce	1.491,35
Jumelles prismatiques n° 105322 — La pièce	1.574,50
Poudre de toilette n° 202 — La boîte	7,60

	Frs.
Encre noire supérieure — La bouteille	22,—
Encre noire Stylo — Le flacon	7,50
Parfum Fleurs d'Azur — Le flacon	15,—
Parfum Royal Boug — Le flacon	24,75
Lotion Heur Mauve flacon de 50 cc — Le flacon	8,75
Parfum Fleur du Soudan flacon 20 cc — Le flacon	8,25
Lotion fleurie fle 55 cc — Le flacon	12,75
Eau de Cologne Heur Mauve 9 cc — Le flacon	18,60
Eau de Cologne Heur Mauve 190 cc — Le flacon	35,70
Mallettes Pulman 35 cm. — La pièce	130,—
Mallettes Pulman 40 cm. — La pièce	141,75
Mallettes Pulman 45 cm. — La pièce	151,25
Mallettes Pulman 50 cm. — La pièce	165,25
Mallettes Pulman 55 cm. — La pièce	184,25
Mallettes Pulman 60 cm. — La pièce	203,—
Mallettes Pulman 65 cm. — La pièce	219,75
Caoutchouc pour joint 3 m/m — La feuille	217,75
Insecticide Pull Mat. — La bouteille	87,20
Burettes — La pièce	5,50
Dissolution — Le tube	11,—
Colle synthétique — La pièce	14,50
Patins de frein — La paire	5,50
Extrait sans alcool — Le flacon	15,—
Goudron végétal — Le kilogramme	19,75
Dibro-Mercure fluoresceine — Le flacon	6,—
Tubes à douche avec canules — Le tube	30,—
Carbonate de soude — Le kilogramme	5,—
Poudre de talc parfumée — Le tube	15,75
Haches Yankee — La pièce	44,50
Lotion Pompéia et Rêve d'or 14 cc — Le flacon	34,25
Alcool de menthe P. Christophe 3 cc — Le flacon	13,25
Rasoirs Gibbs — La pièce	100,—
Houes fer forgé — La pièce	12,—
Baguettes soudure étain — La pièce	6,—
Rubans soudure auto — La pièce	18,60
Minium de plomb — Le kilogramme	15,20
Surdol — La boîte	1,50
Poudre de toilette Bl/Rose La boîte	6,80
Couteaux de tablette — La pièce	8,75
Antesite Perrot 0,75 litre — Le flacon	17,50
Antesite Perrot 0,30 litre — Le flacon	8,75
Crésyl — Le kilogramme	11,70
Pommac blanc — La boîte	3,30
Réveils — La pièce	105,50
Réveils — La pièce	140,—
Réveils — La pièce	127,25
Pendulettes — La pièce	146,—
Pendulettes — La pièce	146,—
Pendulettes — La pièce	187,75
Pendules assorties — La pièce	174,50
Rondelles celluloid corail 1 m/m dz. 310,85 Yrd.	26,—
Rondelles celluloid noire 2 m/m dz. 25,— Yrd.	2,25
Rondelles celluloid noire 3 m/m dz. 37,— Yrd.	3,25
Rondelles celluloid noire 6 m/m dz. 100,— Yrd.	8,50
Rondelles celluloid noire 4 m/m dz. 54,50 Yrd.	4,60
Rondelles celluloid rayées assorties 6 m/m dz. 186,— Yrd.	15,50
Rondelles celluloid noire 8 m/m dz. 163,— Yrd.	13,60
Rondelles celluloid noire 10 m/m dz. 252,— Yrd.	21,—
Rondelles celluloid noire 12 m/m dz. 349,— Yrd.	29,10
Rondelles celluloid noire 15 m/m dz. 518,75 Yrd.	43,25
Rondelles celluloid noire 20 m/m dz. 902,50 Yrd.	75,25
Rondelles celluloid noire 6 m/m dz. 112,75 Yrd.	9,50
Rondelles celluloid corail 8 m/m dz. 182,— Yrd.	15,25
Rondelles celluloid corail 12 m/m dz. 395,25 Yrd.	33,—

R. EYCHENNE

Cigarettes Nationales (détail) — La cartouche	66,35
Cigarettes Nationales (gros) — La cartouche	63,67

G. B. O.

Fra.

Bicyclettes « CELERITAS » sans pneus ni chambre à air — La pièce	2.700,—
Tissus de coton, larg. 104 cm — Le mètre	24,10
Tissus de coton, larg. 60 cm — Le mètre	10,85
Tissus de coton, Tyrolienne, larg. 100 cm — Le mètre	28,50
Percale blanche « pirogue », larg. 64 cm — Le mètre	10,10
Aromates de Provence — Etui de 50 grammes	9,85
Boutons pressions — La douzaine	0,90
Bleu Outremer « DESCHAMPS » — La boîte	64,85
Essence de térébenthine — Le kilogramme	29,—
Lampes de chantier — La pièce	114,—
Targettes n° 30 — La pièce	4,55
Targettes n° 27 — La pièce	3,65
Targettes n° 35 — La pièce	5,—
Targettes n° 49 — La pièce	5,45
Porte-cadenas — La pièce	4,55
Lessive « Luss Mouss » — Le paquet	12,—
Curaçao Blanc — La bouteille	91,—
Curaçao Orange — La bouteille	91,—
Anisette blanche — La bouteille	91,—
Orme de Menthe — La bouteille	91,—
Vin St. Raphaël — La bouteille	45,20
Vin St. Raphaël blanc — La bouteille	44,15
Apéritif « Bonal » — La bouteille	44,25
Poudre de beauté — Le sachet	4,25
Poudre « Magaly » — La boîte	7,90
Cirage blanc — La boîte	3,20
Carbonate de soude — Le kilogramme	6,30

U. A. C.

Scaferlati Cap — Le paquet	7,80
Cigarettes Gautoises Cap — Le paquet	6,15
Kalmine — La boîte	2,75
Métaspirine — Le tube	7,10
Thé « Désallor » — Le sachet	2,70
Coaltar — Le fût de 250 kilogrammes	1.679,55
Collar — Le gramme net	6,75
Tissus coton « Tyrolienne » bleu — Le mètre	30,05
Tissus coton « Tyrolienne » vert — Le mètre	32,20
Tissus coton « Vichy » — Le mètre	11,70
Percale blanche — Le mètre	10,40
Espadrilles « Alfa » — La paire	71,55
Tissus crétonne écru 02/034 — Le mètre	17,10
Lampe à souder — La pièce	136,70
Bicyclettes « Marque ESTRELIA » — La pièce	2.757,65
Pastilles Valda — La boîte	9,55
Urdonal — Le flacon	37,10
Moutarde — Le flacon	14,35
Vins « TONYQUINA » et « MOSCATEL » — Le litre nu	52,90
Calicot 04/078 Corail — Le mètre	12,20
Calicot 02/151 Blanc — Le mètre	13,90
Calicot 04/078 Delft — Le mètre	9,75
Essence de térébenthine — Le kilogramme	28,55
Anisettes Superfine — La bouteille	50,90
Luss Mouss — Le paquet	13,65
Amikin — Le paquet	10,75
Col Rêve — Le paquet	17,50
Blocs de 100 feuilles — Le bloc	42,80
Enveloppes — Le 100	13,35
Porte-plumes — La pièce	5,10
Pène dormant 1/2 tour — La pièce	41,45
Targettes fer 40 — La pièce	5,65
Targettes fer 30 bis — La pièce	4,70
Targettes fer 27 bis — La pièce	4,45
Targettes fer 35 bis — La pièce	5,15
Targettes fer 40 bis — La pièce	5,65
Porte-cadenas — La pièce	4,70
Armoires encois de 45 — La pièce	20,60

Fra.

Loquets placards — La pièce	3,75
Poudre de beauté parfumée — Le sachet	4,45
Poudre de riz Magaly — La boîte	8,05
Verrous anglais 3" — La pièce	3,75
Verrous anglais 4" — La pièce	4,20
Verrous anglais 5" — La pièce	4,75
Verrous anglais 6" — La pièce	5,40
Poudre de riz blanche et rose — La boîte	3,10
Couteaux Alpine 1 lame — La pièce	6,20
Couteaux Durplumin 6 pièces — La pièce	23,20
Poudre à nettoyer « NAB » — Le paquet	4,90
Encre noire — La bouteille	16,25
Encre rouge — Le litre	29,20
Encre bleue-noire — Le flacon	6,10
Effaceurs — Le flacon	9,20
Colle liquide — Le flacon	11,20
Colle « Agripine » Le pot	8,95
Colle n° 4273 — Le pot	3,20
Corrigés n° 12484/5 — La pièce	28,95
Corrigés n° 12482/3 — La pièce	25,85
Corrigés n° 12480/1 — La pièce	22,60
Brochures n° 2798 — La pièce	19,05
Cahiers n° 12612 B — La pièce	4,90
Cahiers n° 2392, 2775 — La pièce	2,40
Piqures n° 2076 — La pièce	4,45
Piqures n° 2180 — La pièce	8,60
Cahiers n° 21559 — La pièce	2,30
Cahiers n° 2762 — La pièce	1,90
Cahiers n° 2376 — La pièce	1,65
Cahiers n° 2352 — La pièce	1,15
Piqures n° 2076 — La pièce	4,40
Piqures n° 12486/7 — La pièce	2,80
Piqures n° 2449 — La pièce	3,50
Piqures n° 2507 — La pièce	1,65
Piqures n° 2508 — La pièce	2,05
Piqures n° 12631 — La pièce	3,15
Piqures n° 12634 — La pièce	3,40
Piqures n° 12635/6 — La pièce	4,65
Piqures n° 12120 A — La pièce	3,15
Piqures n° 12119 A/12631 — La pièce	4,80
Plumes n° 40090 bis — La boîte	34,50
Plumes n° 29 bis — La boîte	38,05
Plumes n° 840 — La boîte	49,20
Plumes n° 620 bis — La boîte	50,50
Plumes n° 735 — La boîte	67,40
Plumes n° 648 bis — La boîte	45,05
Corrigés n° 12493 — La boîte	13,20
Brochures n° 12492 — La boîte	11,80
Brochures n° 12135 A — La boîte	8,50
Corrigés n° 2103 — La boîte	10,55
Corrigés n° 12496/7 — La boîte	16,85
Corrigés n° 2150 — La boîte	11,05
Brochures n° 12148 — La boîte	10,85
Corrigés n° 2085 B — La boîte	18,05
Manifolds n° 2503 — La boîte	12,60
Manifolds n° 2495 — La boîte	21,85
Compendiums n° 11721 — La boîte	37,30
Compendiums n° 11048 — La boîte	68,20
Pastorales n° 11025 — La boîte	26,65
Papier à lettre n° 11533 — La boîte	39,10
Papier à lettre n° 11082 — La boîte	52,75
Papier à lettre n° 11025 — La boîte	26,65
Papier à lettre n° 11081 — La boîte	35,15
Papier à lettre n° 21660 — La boîte	37,10
Compendiums n° 21048 — La boîte	68,20
Enveloppes — Le 100	10,05
Tranchets Orient Lion 32 — La pièce	10,25
Ciseaux meubliers 1/2 L 22 — La pièce	26,85
Ciseaux meubliers 28 — La pièce	31,15
Ciseaux meubliers 40 — La pièce	44,75

Frs.

Mèches suisses à ferrer 22/6 — La pièce	5,85
Mèches suisses à ferrer 22/7 — La pièce	5,85
Mèches suisses à ferrer 22/8 — La pièce	5,85
Mèches suisses à ferrer 14/9 — La pièce	6,40
Mèches suisses à ferrer 22/10 — La pièce	6,40
Mèches à ferrer fon suisse 4 — La pièce	5,85
Mèches à ferrer fon suisse 11 — La pièce	6,40
Mèches à ferrer fon suisse 13 — La pièce	7,60
Mèches à ferrer fon suisse 15 — La pièce	11,80
Mèches à ferrer fon suisse 18 — La pièce	13,55
Mèches à ferrer fon suisse 20 — La pièce	20,70
Moulins à café n° 2 — La pièce	34,20
Scies égoïnes 2 places cuivre 45 — La pièce	50,50
Scies égoïnes 2 places cuivre 50 — La pièce	56,55
Scies égoïnes 2 places cuivre 60 — La pièce	72,50
Scies égoïnes 2 places cuivre 90 — La pièce	96,70
Briquet Ouragan n° 542 b — La pièce	101,30
Briquet Ouragan n° 552 b — La pièce	115,75
Briquet Ouragan n° 562 b — La pièce	144,65
Briquet Ouragan n° 540 b — La pièce	173,60
Briquet Ouragan n° 550 b — La pièce	202,50
Briquet Ouragan n° 560 b — La pièce	276,15
Eclair Flamidor Guilloche n° 102 — La pièce	184,10
Quercia Racer n° 302 TE — La pièce	591,75
Abdulla Guilloche n° 902 — La pièce	247,25
Junior Guilloche n° 602 — La pièce	115,75
Briquets n° 510/2 — La pièce	57,90
Briquets n° 510/4 — La pièce	57,90
Briquets n° 510/5 — La pièce	57,90
Fume-cigarettes n° 2232 A — La pièce	68,40
Fume-cigarettes n° 2242 A — La pièce	68,40
Fume-cigarettes n° 2233 A/4 A — La pièce	76,30
Etui cigarettes n° 3137 — La pièce	147,25
Etui cigarettes n° 3179 — La pièce	173,60
Etui cigarettes n° 3181 CF — La pièce	181,20
Pipes Dolman n° 2500 — La pièce	43,80
Pipes Abdulla Normale n° 2300 — La pièce	82,40
Pipes Real Briar n° 2640 — La pièce	19,65

Séance du 19 Novembre 1942

S. O. O. A.

Pierres à aiguiser — La pièce	19,25
Bleu en poudre — La boîte	66,—
Arquebuse — La bouteille	111,50
Arquebuse — La 1/2 bouteille	59,85
Cahiers RZ 1237 — La pièce	2,—
Colle RZ 1238 — Le pot	3,—
Colle RZ 1239 — Le pot	8,40
Aiguilles — La boîte	20,—
Stylos — La pièce	112,—
Avions — La pièce	8,—
Francoises — La pièce	6,—
Porte-feuilles RZ 1242 — La pièce	402,—
Porte-feuilles RZ 1249 — La pièce	364,—
Cahiers RZ 1251 — La pièce	9,50
Cahiers RZ 1252 — La pièce	8,—
Cahiers RZ 1253 — La pièce	6,50
Cahiers RZ 1254 — La pièce	5,—
Blocs — La pièce	20,75
Enveloppes — Le 100	20,10
Lait de beauté RZ 1257 — Le flacon	28,30
Lait de beauté RZ 1259 — Le flacon	80,10
Lait de beauté RZ 1260 — Le flacon	25,50
Eau de Cologne RZ 1284 — Le flacon	12,80
Eau de Cologne RZ 1285 — Le flacon	33,55
Tissu de coton imprimé — Le mètre	15,60
Poudre de riz — Le sachet	1,65

Frs.

Parfum sans alcool RZ 1289 — Le flacon	18,50
Parfum Lotion « Nausicaa » — Le flacon	32,25
Parfum de traite — Le flacon	6,60
Parfum sans alcool RZ 1291 — Le flacon	12,—
Parfum Kidji — Le flacon	2,50
Bromure de potassium — La boîte de 5 kgs.	77,80
Salicylate de soude — La boîte de 5 kgs.	88,90
Callinage sulfate de soude — La boîte de 5 kgs.	13,30
Magnésie — La boîte de 5 kilogrammes	16,10
Magnésie légère — La boîte de 4 kilogrammes	100,—
Callinage RZ 1298 — La boîte de 20 kgs.	13,30
Camphré — La boîte de 2 kilogrammes	365,80
Callinage RZ 1300 — La boîte de 5 kilogrammes	25,50
Gaze hydrophile — Le paquet	6,70
Urotropine — La boîte	115,—
Clorure — Le flacon	35,35
Soude caustique — Le flacon	60,—
Uréthane — Le flacon	244,—
Ampoule Huile camphrée — La pièce	0,60
Ampoule Cacodylate de soude — La pièce	0,50
Ampoule Chlorhydrate d'Eméline — La pièce	4,70
Comprimés Sublimé à 0,50 — Le flacon	14,10
Ether anesthésique — Le flacon	19,80
Carbonyl — Le kilogramme	9,75
Carboriol — Le kilogramme	13,80
Scie à main 9 dents — La pièce	4,30
Scie à main 4 dents — La pièce	22,80
Alun en poudre — Le kilogramme	10,50
Acide chlorhydrique — Le kilogramme	22,75
Pompes « Japy » — La pièce	514,—
Eau de Cologne RZ 1319 — Le flacon	88,—
Sitrop Saint-Bois — Le flacon	32,70
Aspirine — Le tube	4,40
Carbure de calcium — Le kilogramme	8,05
Carbure de calcium — La boîte de 1 lb.	9,05
Teinture d'iode — Le flacon	10,30
Enclume d'occasion — La pièce	1.000,—
Piles plates — La pièce	14,55
Pastilles Valda — La boîte	7,25
Siccatif en poudre — La boîte	8,90
Acide muriatique — Le kilogramme	33,10
Papier à machine — Rame de 500 feuilles	66,—
Parfum 60° — Le flacon	9,85
Cointreau 40° — La bouteille	104,—
Poudre de riz « Cattan » — La boîte	4,80
Poudre de riz « Cattan » — La douzaine de boîtes.	57,50
Ploche de terrassiers — La pièce	104,50
Minium en poudre rouge — Le kilogramme	18,20
Brillantine Lissoline — Le flacon	11,—
Champagne V. S. O. P. — La bouteille	137,50
Graines potagères — Le sachet	2,90
Serviettes Creskine RZ 1430 — La pièce	71,50
Serviettes Creskine RZ 1431 — La pièce	88,50
Boyaux de rechange pour raquette — Le jeu	243,70
Mi-bas page — La paire	37,—
Mi-bas homme — La paire	38,25
Miroirs RZ 1421 — La pièce	24,30
Miroirs RZ 1422 — La pièce	9,50
Miroirs RZ 1423 — La pièce	11,20
Miroirs RZ 1424 — La pièce	13,50
Miroirs RZ 1425 — La pièce	13,60
Lotion Rêve d'or — Le flacon	35,60
Lotion Rêve d'or — La douzaine de flacons	426,—
Parfum sans alcool RZ 1356 — Le flacon	10,40
Enveloppes « Métallic » pour autos — La pièce	4.814,—
Chambre d'air pour auto — La pièce	312,—
Maillots fermés sans manches RZ 1415 — La pièce.	24,75
Maillots fermés sans manches RZ 1416 — La pièce.	27,10
Maillots fermés sans manches RZ 1416 B — La pièce	29,50
Maillots fermés sans manches RZ 1417 — La pièce.	32,—

	Fr.
Maillots fermés sans manches RZ 1418 — La pièce.	23,40
Maillots fermés sans manches RZ 1419 — La pièce.	25,20
Maillots fermés sans manches RZ 1420 — La pièce.	27,—
Cognac Martel 3 Etoiles — La bouteille	88,75
Cognac Martel Cordon bleu — La bouteille	172,50
Encre Bleu-Noir — Le flacon	5,50
Colle blanche 1214 — Le pot	16,20
Colle blanche 1215 — Le pot	16,20
Champagne Red Top — La bouteille	143,75
Champagne Dry Monopole — La bouteille	147,50
Vin rouge RZ 739 — Litre nu	67,30
Vin rouge RZ 740 — Litre nu	79,95
Vin rouge RZ 741 — Litre nu	89,40
Vin rouge Bourgogne — Litre nu	69,10
Vin Côte de Nuit — Litre nu	90,40
Parfums divers RZ 1379 — Le flacon	61,25
Parfums divers RZ 1380 — Le flacon	49,25
Parfums divers 1381 — Le flacon	61,25
Parfums divers 1382 — Le flacon	8,50
Parfums divers 1383 — Le flacon	8,50
Parfums divers 1384 — Le flacon	81,50
Parfums divers 1385 — Le flacon	67,50
Parfums divers 1386 — Le flacon	101,50
Parfums divers 1387 — Le flacon	163,—
Parfums divers 1388 — Le flacon	51,—
Parfums divers 1389 — Le flacon	146,—
Parfums divers 1390 — Le flacon	129,—
Parfums divers 1391 — Le flacon	61,25
Parfums divers 1392 — Le flacon	129,—
Parfums divers 1393 — Le flacon	95,—
Parfums divers 1394 — Le flacon	61,25
Parfums divers 1395 — Le flacon	49,25
Coupes Lyonnaises — La pièce	42,60
Miroirs RZ 1374 — La pièce	4,80
Miroirs RZ 1375 — La pièce	4,80
Becs acétylène — La pièce	1,80
Aiguilles à enfiler les perles RZ 1377 — La pièce.	0,50
Aiguilles à enfiler les perles RZ 1378 — La pièce.	0,65
Parfum RZ 1223 — La douzaine de flacons	124,—
Parfum RZ 1224 — La douzaine de flacons	160,—
Parfum RZ 1225 — Le flacon	205,—
Parfum RZ 1226 — Le flacon	262,—
Encaustique — La boîte	25,80
Papier à cigarettes — Le cahier	1,10
Enveloppes Etoiles 210x20 pour autos — La pièce.	5,547,80
Chambres à air V. 630 190x20 pour auto — La pièce	311,25
Chambres à air V.T.C. 7 210x20 pour auto — La pièce	447,40
Enveloppes vélos 650 STD — La pièce	58,—
Enveloppes vélos 650 Sem. Comf. — La pièce	61,—
Chambres à air vélo 650 STD RTC VZ — La pièce	23,50
Chambres à air vélo 650x38/4/45 — La pièce	24,50
Enveloppes V. T. C. — La pièce	2,100,—
Chambres à air V. T. C. — La pièce	495,—
Chambres à air V. D. C. — La pièce	405,—
Chambres à air V. C. C. — La pièce	265,—
Rondelles cellulo RZ 1357 — La douzaine	24,—
Rondelles cellulo RZ 1358 — La douzaine	155,—
Rondelles cellulo RZ 1359 — La douzaine	240,—
Rondelles cellulo RZ 1360 — La douzaine	331,—
Rondelles cellulo RZ 1361 — La douzaine	173,—
Brosses à dents Gibbs RZ 1321 — La pièce	14,70
Brosses à dents Gibbs RZ 1322 — La pièce	15,90
Brosses à dents Gibbs RZ 1323 — La pièce	11,45
Brosses à dents Gibbs RZ 1324 — La pièce	7,60
Enveloppes vélos 700 STD RZ 1407 — La pièce.	62,—
Enveloppes vélos 700 STD RZ 1408 — La pièce.	58,—
Chambres à air vélos 700 STD RZ 1409 — La pièce.	24,—
Chambres à air vélos 700 STD RZ 1410 — La pièce.	23,25
Peintures Valentine RZ 1362 — La boîte	14,—
Peintures Valentine RZ 1363 — La boîte	8,30

	Fr.
Peintures Valentine RZ 1364 — La boîte	18,75
Peintures Valentine RZ 1365 — La boîte	10,75
Parfum RZ 1227 — Le flacon	275,—
Parfum RZ 1228 — Le flacon	240,—
Parfum RZ 1229 — Le flacon	275,—
Parfum RZ 1230 — Le flacon	88,—
Parfum RZ 1231 — Le flacon	231,—
Parfum RZ 1232 — Le flacon	39,—
Parfum RZ 1233 — Le flacon	223,—
Parfum RZ 1216 — La douzaine de flacons	156,60
Parfum RZ 1217 — La douzaine de flacons	166,—
Parfum RZ 1218 — La douzaine de flacons	118,—
Parfum RZ 1219 — Le flacon	20,—
Parfum RZ 1220 — Le flacon	37,—
Parfum RZ 1221 — Le flacon	20,—
Parfum RZ 1222 — Le flacon	37,—
Poires de côtes no A — La pièce	6,20
Poires de côtes no 4 — La pièce	10,40
Poires de côtes no 6 — La pièce	12,60
Blanc de casques — Le pain	0,70
Lacets blancs — La paire	0,30
Lacets marron — La paire	0,30
Lacets noirs — La paire	0,30
Poudre de riz RZ 1353 — Le sachet	1,60
Cocktail Bonnal — La bouteille	53,10
Parfum Kidji RZ 1355 — Le flacon	2,45
Verrous anglais Grendel RZ 1397 — La pièce	5,10
Verrous anglais Grendel RZ 1398 — La pièce	2,60
Verrous anglais Grendel RZ 1399 — La pièce	4,35
Verrous anglais Grendel RZ 1400 — La pièce	5,—
Vermouth Noilly Prat — La bouteille	57,50

S. G. G. G.

Mètres simples pliants — La pièce	3,75
Mètres doubles pliants — La pièce	10,60
Poudre Palanca — La boîte	11,40
Ceintures simili — La pièce	29,55
Couteaux Suisses — La pièce	30,40
Poudre Donge — La boîte	14,80
Poudre en sachets — Le sachet	1,90
Poutre Gibbs — La boîte	6,25
Brillantine — Le flacon	18,20
Cachet Faivre — La boîte de 12	14,40
Vermouth Noilly Prat — La bouteille	45,85
Filtres Essor — La pièce	92,60
Minium de plomb — Le kilogramme	16,50
Stylographes — La pièce	156,40
Soudure étain — La baguette	7,30
Carbonate de soude — Le kilogramme	8,30

Cie F. A. O.

Croupons — Le kilogramme	109,—
Collets — Le kilogramme	61,50
Flancs — Le kilogramme	44,50
Batons Barbe — La pièce	4,60
Savons barbe 53 — La pièce	8,—
Crème de savon — La pièce	15,40
Crème rapide — La pièce	39,—

ACTES DE LA COMMUNE-MIXTE DE LOMÉ

Vidanges

Par arrêté municipal n° 4 en date du 22 octobre 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Le prix de l'abonnement au service public de l'enlèvement des vidanges est fixé à 20 francs par mois et par récipiënt pour les particuliers et les services publics.

ART. 2. — Le tarif du vidage des puisards ou des fossés septiques est fixé à 170 francs.

ART. 3. — Le présent arrêté aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1943.

Approuvé :

*Le gouverneur des colonies,
commissaire de France au Togo,*
P. SALICETI.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de concours****Concours du stage de l'École nationale de la France d'outre-mer**

Par arrêté ministériel du 26 septembre 1942, paru au *Journal officiel* de l'Etat français en date du 27 septembre 1942, le concours prévu par le décret du 10 juillet 1920, modifié par décret du 20 février 1934, concernant l'admission au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux, aura lieu les 2 et 3 avril 1943.

Le nombre de places mises au concours a été fixé à trente-six.

Le programme d'économie politique est celui des deux premières années de la licence en droit.

Les demandes devront être formulées avant le 27 décembre 1942, terme de rigueur.

DOMAINES**Avis de bornage**

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi vingt-deux décembre mil neuf cent quarante deux à dix-sept heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 2, cercle de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel est édiflée une construction à usage d'habitation,

en briques de ciment, couverte en tôles, d'une contenance de deux ares quatre-vingt-dix centiares et borné au nord par terrain à Hans Moévi, à l'est par le titre 47 à John Albert Mensah, au sud par la rue du Commerce, à l'ouest par le titre 230 à Alfred Amegee, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Kentzler Dora, née Octaviano Olympio, revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 4 août 1942, n° 1204.

Le jeudi vingt-quatre décembre mil neuf cent quarante deux à dix-sept heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 7, cercle de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, portant diverses cases indigènes, couvertes en tôles sans grandes valeurs, d'une contenance de sept ares quatre-vingt-huit centiares et borné au nord par la rue du Dahomey, à l'est par terrains à Joaquim Martin et consortis Klamah Vic, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par terrain aux héritiers Baëta, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jacintho Aguiar, propriétaire, chef de quartier, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire au nom et pour le compte de la dame Josepha Otoutou, alias Tutu, revendeuse, suivant réquisition du quinze septembre 1942, n° 1207.

Le samedi vingt-six décembre mil neuf cent quarante deux à seize heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du Centre, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, non bâti, d'une contenance de sept ares quarante neuf centiares et borné au nord par terrain à Edmond Antoine, à l'est par terrain à David Lawson et à Agnès Akpakoussi, au sud par la rue Albert Sarraut, à l'ouest par terrain à Joseph Wovagbé Amekugee, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hlomador Emmanuel, commerçant, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du trois août 1942, n° 1203.

Le lundi vingt-huit décembre mil neuf cent quarante deux à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Wuamé, subdivision de Klouto, cercle du Centre, consistant en un terrain nu en forme d'un polygone irrégulier, planté de caféiers, d'une contenance de un hectare cinquante quatre ares dix-sept centiares et borné au nord par la route de Palimé et Kpédzé, à l'est par le village de Wuamé, au sud par terrain à Richard Aheto et requérant, à l'ouest par terrain au requérant, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Norbert Kodjo Foli, cultivateur, demeurant et domicilié à Wuamé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du vingt-huit octobre 1942, n° 1213.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.